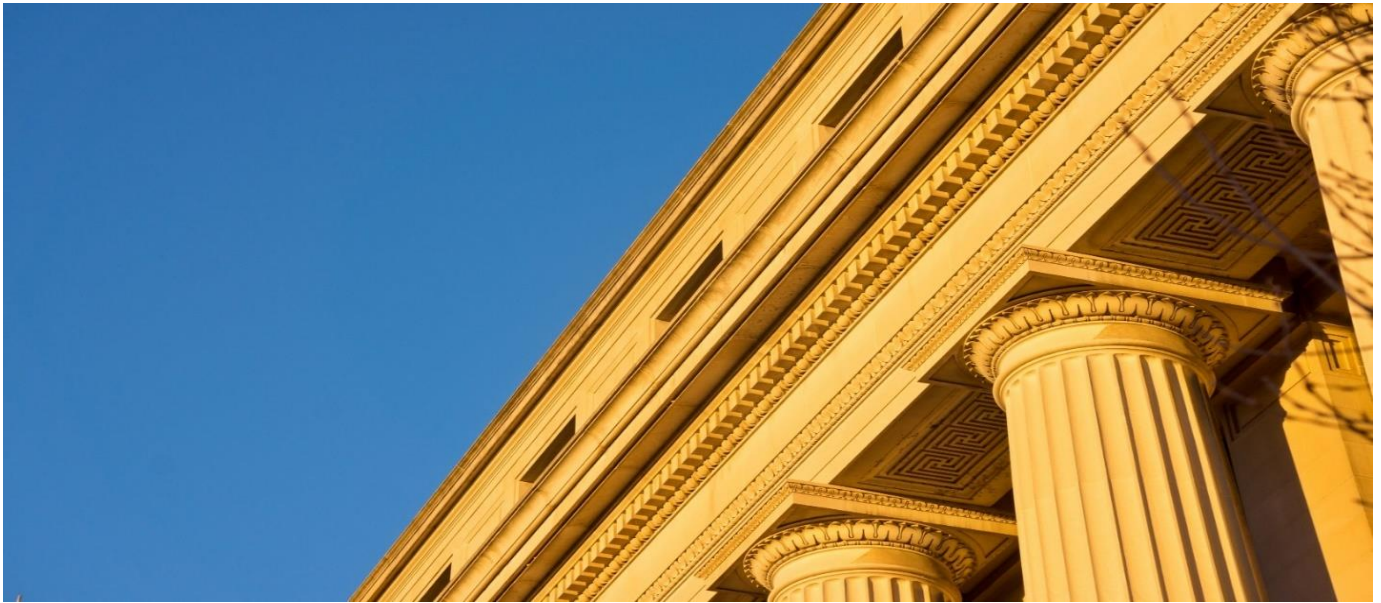




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



NEWSLETTER

12-2024



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

JURISPRUDENCE ASSURANCE :

➤ [Cass. 2eme civ., 7 novembre 2024 n° 23-10612 :](#)

Il résulte de les articles L. 112-2 et R. 112-3 du code des assurances qu'une clause d'**exclusion** de garantie doit avoir été portée à la connaissance de l'assuré au moment de son adhésion à la police ou, tout au moins, antérieurement à la réalisation du sinistre, pour lui être opposable. Pour déclarer inopposable à l'assuré la clause excluant de la garantie les dommages matériels ou immatériels résultant de l'inexécution des obligations de faire ou de ne pas faire incombant à l'assuré et condamner l'assureur à garantir les conséquences de la mauvaise exécution du chantier, l'arrêt énonce qu'il revient à l'assureur d'établir que les conditions générales ont été remises et portées à la connaissance de l'assuré avant la souscription du contrat, avec un temps suffisant pour en prendre connaissance. L'arrêt déduit que la remise des conditions générales, ni signées ni paraphées, à l'assuré seulement le jour de la signature de la proposition d'assurance, à la dernière minute, dans le cadre d'une documentation dense, est insuffisante à établir qu'il a été parfaitement et préalablement informé de toutes les exclusions dont se prévaut l'assureur. En statuant ainsi, alors qu'elle constatait que l'assuré avait reconnu, par une mention expresse de la proposition d'assurance revêtue de sa signature, que les conditions générales, comportant la clause d'exclusion de garantie litigieuse, lui avaient été remises avant la signature du contrat, la cour d'appel a violé les textes susvisés.

➤ [Cass. 3eme Civ. Formation restreinte, 7 novembre 2024, n°22-22.794 :](#)

Aux termes de l'article 1792 du code civil, tout constructeur d'un ouvrage est responsable de plein droit, envers le maître ou l'acquéreur de l'ouvrage, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination. Une telle responsabilité n'a pas lieu si le constructeur prouve que les dommages proviennent d'une cause étrangère. Constitue la **cause étrangère**, au sens de ce texte, l'acceptation délibérée du risque par le maître de l'ouvrage, qui exonère en tout ou partie les constructeurs de leur responsabilité tant à son égard qu'à l'égard de l'acquéreur. Pour condamner les assureurs à indemniser les acquéreurs sur le fondement de la responsabilité décennale, l'arrêt retient que les intervenants aux constructions de la villa et du mur de soutènement ne démontrent pas que les désordres avérés, de nature décennale, ont été provoqués par une cause étrangère. En statuant ainsi, après avoir retenu que le maître de l'ouvrage avait pris le risque délibéré de ne pas faire réaliser d'étude de sol avant la réalisation des travaux malgré l'avis défavorable du contrôleur technique et que sa faute justifiait que son assureur ne soit garantie par les sociétés Axa et Alpha Insurance qu'à hauteur de la moitié de dommages, la cour d'appel, qui n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations, a violé le texte susvisé.

➤ [Cass. 2eme civ. 7 novembre 2024, n° 23-12.427 :](#)

Il résulte de l'article R 112-1 du code des assurances que l'assureur est tenu de rappeler dans le contrat d'assurance, sous peine d'inopposabilité à l'assuré du délai de **prescription** biennale, les différents points de départ du délai de la prescription biennale prévus par l'article L. 114-1 du code des assurances. Pour déclarer irrecevable comme prescrite l'action de la société Pironin engagée à l'encontre des sociétés MMA, l'arrêt, après

avoir retenu que la prescription biennale avait été acquise, relève qu'une clause des conditions générales du contrat, portées à la connaissance de l'assuré, renvoie expressément à l'article L. 114-1 du code des assurances. En se déterminant ainsi, par des motifs impropres à établir que les différents points de départ de la prescription biennale prévus par l'article L. 114-1 du code des assurances étaient énoncés, de manière exhaustive, dans le contrat d'assurance, ce que la société Pironin contestait, la cour d'appel a privé sa décision de base légale.

➤ [Cass. com. 2 octobre 2024 n°23-13.282 :](#)

A réception d'ordres de virement émis par une société au profit d'un compte situé hors zone Sepa, présentant des anomalies apparentes, une banque est tenue, en exécution de son obligation de vigilance, de vérifier leur régularité auprès du dirigeant, seule personne contractuellement habilitée à les valider, dès lors que les circonstances inhabituelles de passation des ordres laisse supposer une possible "**fraude au président**".

➤ [Cass. Civ.2 19 septembre 2024, n°22-2270 :](#)

Vu l'article L. 114-2 du code des assurances, dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance n° 2017-1433 du 4 octobre 2017, l'interruption de la **prescription** de l'action de l'assuré peut résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. Pour dire prescrite l'action de M. [N] à la date de l'assignation en référé, l'arrêt, après avoir relevé que par l'envoi de différents courriers, un nouveau délai de deux ans avait couru jusqu'au 6 novembre 2015, constate que, par le courrier du 28 septembre 2015, envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception, le mandataire de M. [N] sollicitait de l'assureur une procédure de tierce expertise et proposait les noms de trois experts. Il en déduit que ce courrier n'était pas relatif au règlement de l'indemnité. En statuant ainsi, alors que par cette lettre, l'assuré, qui sollicitait une nouvelle mesure d'expertise, réclamait à l'assureur l'exécution de sa garantie au titre des conséquences du sinistre, la cour d'appel a violé le texte susvisé.

➤ [Cass. 3eme civ. 11 juillet 2024 n°22-17.495 :](#)

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il **prescrivait** n'interrompt pas le délai de forclusion des actions du maître de l'ouvrage contre le constructeur en réparation des désordres affectant l'ouvrage (3e Civ., 10 juin 2021, pourvoi n° 20-16.837, publié). En application de l'article 2241 du code civil, pour interrompre ce même délai, la demande en justice doit émaner de celui dont le droit est menacé de prescription et être adressée à la personne en faveur de laquelle court la prescription (3e Civ., 18 novembre 2009, pourvois n° 08-13.673, 08-13.642, Bull. 2009, III, n° 250 ; 3e Civ., 19 mars 2020, pourvoi n° 19-13.459, publié). Ayant relevé que les travaux avaient été réceptionnés par l'EARL lors du paiement de la facture en 2003 et que celle-ci avait sollicité la mise en œuvre à son bénéfice de la garantie décennale du constructeur seulement lors de son assignation au fond devant le tribunal de grande instance en 2018, la cour d'appel, qui n'était pas tenue de procéder à des recherches que ses constatations rendaient inopérantes ou qui ne lui étaient pas demandées, a retenu, à bon droit, que le délai de forclusion décennale de l'action de l'EARL fondée sur les dispositions de l'article 1792 du code civil n'avait pas été interrompu par l'assignation en référé-expertise délivrée à la diligence de la société Gatignol et de son assureur. Elle a, dès lors, légalement justifié sa décision. La Cour de Cassation rappelle que le délai de dix ans dont bénéficie le maître d'ouvrage pour agir contre le constructeur sur le fondement de l'article 1792-4-3 du Code civil est un délai de forclusion qui n'est pas, sauf dispositions contraires, régi par les dispositions concernant la prescription, en sorte que la reconnaissance de responsabilité par le constructeur ne peut avoir pour effet d'interrompre le cours de ce délai. Contrairement au délai de prescription, le délai de forclusion est en principe insusceptible de suspension et d'interruption. L'exception de nullité ne peut

plus être opposée après l'expiration du délai pour agir. Le juge doit soulever d'office l'expiration du délai de forclusion qui est **d'ordre public**. Certaines causes légales d'interruption lui sont applicables, ainsi, le délai de dix ans prévu par l'article 1792-4-3 peut être interrompu par :

- une assignation en justice, par la voie du référé (C. civ., art. 2241),
- une mesure conservatoire ou un acte d'exécution forcée (C.civ., art. 2244)

JURISPRUDENCE CONFORMITE :

➤ **Enquête interne : [Cass. com 27 novembre 2024 n° 23-11.720](#) :**

Un employeur n'a pas l'obligation de remettre au salarié et aux membres du conseil de discipline, l'intégralité d'un rapport d'enquête interne diligentée pour établir la matérialité des faits reprochés au salarié, dès lors qu'il communique un dossier contenant les éléments suffisamment précis pour permettre un débat contradictoire.

➤ **LCB-FT - [Tribunal Judiciaire de Bordeaux, 5e chambre civile, 19 novembre 2024, n° 22/02996](#) :**

En l'absence d'anomalies apparentes affectant les virements autorisés et compte-tenu des multiples décharges signées par Madame [W] [G], il est constaté que la banque a respecté son obligation de vigilance et de surveillance. Par conséquent, la responsabilité de la BPACA ne saurait être engagée ni totalement, ni partiellement au titre d'un manquement à son obligation de vigilance et de surveillance.

➤ **AMF, 4 nov. 2024, n° SAN-2024-10. [Décision de la Commission des sanctions du 4 novembre 2024 à l'égard des sociétés Smart Tresor Conseil, Entrepreneur Invest, Eurotitrisation, Caceis Bank venant aux droits de Caceis Investor Services Bank France \(anciennement RBC Investor Services Bank France\)](#), :**

L'AMF confirme la responsabilité des CIF et des dirigeants de sociétés de gestion de portefeuilles dans la mise en place des dispositifs relatifs aux réclamations, à la prévention et la gestion des conflits d'intérêts, et à la LCB-FT. Elle n'hésite pas à sanctionner une gouvernance défailante sur ces sujets.

L'article 313-6 du règlement général de l'AMF, dans sa rédaction en vigueur du 21 décembre 2013 au 2 janvier 2018, dispose que : « *La responsabilité de s'assurer que le prestataire de services d'investissement se conforme à ses obligations professionnelles mentionnées au II de l'article L. 621-15 du code monétaire et financier incombe à ses dirigeants et, le cas échéant, à son instance de surveillance.* »

➤ **RGPD : [C.J.U.E arrêt n°21/23 du 4 octobre 2024](#) :**

Les dispositions du chapitre VIII du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), doivent être interprétées en ce sens qu'elles ne s'opposent pas à une réglementation nationale qui confère aux concurrents de l'auteur présumé d'une atteinte à la protection des données à caractère personnel la qualité pour agir contre celui-ci en raison de violations dudit règlement et sur le fondement de l'interdiction des pratiques commerciales déloyales.

L'article 8, paragraphe 1, de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et l'article 9, paragraphe 1, du règlement 2016/679, doivent être interprétés en ce sens que dans la

situation où l'exploitant d'une pharmacie commercialise, par le biais d'une plate-forme en ligne (Amazon), des médicaments dont la vente est réservée aux pharmacies, les informations que les clients de cet exploitant saisissent lors de la commande en ligne des médicaments, telles que leur nom, l'adresse de livraison et les éléments nécessaires à l'individualisation des médicaments, constituent des données concernant la santé, au sens de ces dispositions, même lorsque la vente de ces médicaments n'est pas soumise à prescription médicale.

REGLEMENTATIONS :

➤ **LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE** - Poursuites pénales en Europe : de nouvelles règles communes pour le transfert des procédures pénales d'un Etat membre de l'Union à un autre.

La nouvelle réglementation européenne vise à :

- éviter les procédures parallèles inutiles concernant un même suspect dans différents États membres de l'UE,
- lutter plus efficacement contre la criminalité transfrontalière,
- améliorer le respect des droits fondamentaux d'un suspect ou d'un accusé dans le cadre du transfert des procédures pénales d'un pays à l'autre.

Le transfert d'une procédure pénale vers un autre État membre s'effectuera sur la base d'une liste de critères, notamment le fait que l'infraction pénale a été commise sur le territoire de l'État membre vers lequel la procédure doit être transférée ou qu'un ou plusieurs suspects ou personnes inculpées soient présents dans cet État membre. Le règlement entrera en vigueur 20 jours suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne.

➤ L'**ACPR** devient un superviseur augmenté et l'autorité de contrôle du nouveau [Règlement \(UE\) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle.](#)

➤ **ACPR** – [Recommandation 2014 R-02 du 21 novembre 2024 sur le recueil des informations relatives au client pour l'exercice du devoir de conseil et la fourniture d'un service de recommandation personnalisée en assurance.](#)

Cette Recommandation s'inscrit dans la continuité de la recommandation 2024-R-01 du 28 juin 2024 sur la mise en œuvre de certaines dispositions issues de la directive (UE) 2016/97 sur la distribution d'assurances. L'ACPR précise les modalités, moyens pratiques et procédures pour distribuer un produit d'assurance. Elle ne concerne pas les grands risques visés à l'article L. 111-6 du code des assurances, les contrats collectifs à adhésion obligatoire, les produits qui ne sont plus distribués et pour lesquels il n'y a pas de tacite reconduction. Elle remplace la Recommandation 2013-R-01 du 8 janvier 2013, modifiée le 21 février 2020, à compter du 31 décembre 2025.

➤ **CAPTIVES DE REASSURANCE:**

L'ACPR publie son guide d'information pédagogique sur la procédure d'agrément et les analyses de risques.